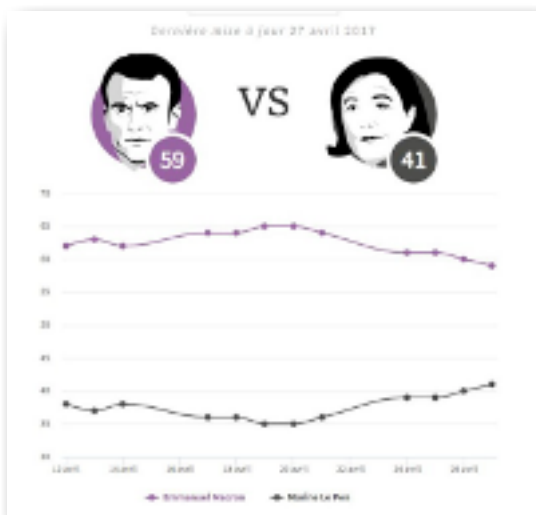


Face au péril FN, l'irresponsable Monsieur Macron fabrique de l'abstention

Beaucoup d'encre coule pour commenter les consignes de vote et "l'irresponsable abstention" face au péril *Front national*. Beaucoup moins sur les ressorts de la fabrication de l'abstention. Si la banalisation du *Front national* - dont les responsables sont peu mis à l'index - y contribue grandement, les orientations stratégiques d'Emmanuel Macron sont peu évoquées. Explications.



Les sondages favorables à Macron s'érodent

Depuis les résultats du premier tour, Emmanuel Macron accumule ce qui peut apparaître, de prime abord, comme des erreurs stratégiques, rendant possible ce qui apparaissait exclu.

Rendant possible l'impensable, aussi stupéfiant que cela puisse paraître.

Mettons de côté la suffisance affichée dimanche soir, d'un discours raté à une fête fâcheuse. Ainsi que les deux jours de silence traduisant un coupable excès de confiance. C'est loin d'être le plus important.

"Je veux convaincre les Français de voter pour moi, pas seulement contre Marine Le Pen", a-t-il déclaré au 20 heures de France2 mardi soir, cherchant à faire du vote du second tour de la présidentielle un vote d'adhésion à son programme.

Pire, interpellé par une salariée de Whirlpool, Macron a rétorqué :

"je ne suis pas la droite, je ne suis pas la gauche, je les combats".

Evoquée, mais peu remarquée au soir du premier tour, cette orientation stratégique est triplement irresponsable. Irresponsable



« Je ne suis pas la droite et je ne suis pas la gauche, je les combats ! »

car les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, Benoit Hamon et Philippe Poutou – qui font plus de 50 % des votants si on les additionne aux électeurs de Macron – ne partagent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, les orientations programmatiques du candidat d'En Marche. On voudrait les encourager à s'abstenir ou voter blanc qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Il ne faut pas chercher longtemps pour voir combien intimer un vote adhésion tout en déclarant combattre la gauche est vécu comme une provocation de plus. Une provocation de trop ? Nul ne le sait à cette heure, mais un candidat à la hauteur de la gravité de la situation devrait accueillir avec bienveillance et compréhension les électeurs désireux d'empêcher Marine Le Pen d'accéder à l'Élysée, plutôt que les provoquer gratuitement et inutilement.

Irresponsable quand son propre socle électoral est faible et friable. Deux chiffres suffisent pour en rendre compte : seuls 8,5 des 47 millions d'électeurs inscrits ont voté pour Emmanuel Macron, le candidat qui se présente comme au-delà des clivages partisans ; d'autre part, à peine 50% de ses électeurs, si l'on en croit diverses études d'opinion, ont exprimé, par leur vote, une adhésion au programme du candidat.

Provoquer les électorats de gauche au moment où ils s'interrogent sur la démarche à suivre est déjà particulièrement stupide. Provoquer son propre électorat est simplement insensé.

Irresponsable enfin car vouloir transformer un vote de second tour en vote d'adhésion ne tient pas compte de la logique intrinsèque des institutions de la 5ème République :

"au premier tour on choisit au second on élimine" selon le célèbre dicton que nul ne devrait ignorer.

Plus grave, elle traduit une arrogance mauvaise conseillère. Humilité et modestie devraient pourtant prévaloir pour un candidat qui sera élu – espérons-le – suite à deux votes utiles consistant à écarter, coup sur coup, François Fillon puis Marine Le Pen. Ces circonstances, dont le rôle majeur n'est pas discutable, devraient engager Emmanuel Macron à reconnaître la lourde responsabilité qui lui échoit.

A cette suffisance doublée d'une certaine arrogance, s'ajoute **le piège tendu par Marine Le Pen** dont Emmanuel Macron ne semble pas avoir la clef. Elle veut faire du second tour un référendum pour ou contre la mondialisation, considérant que Macron et son programme sont l'archétype de l'épouvantail à agiter pour devenir majoritaires dans ce pays.

Le piège est si visible qu'il serait aisé de l'éviter, malgré l'image que renvoie le candidat Macron et son programme. Il suffirait de rappeler en quoi le programme de Marine Le Pen est aux antipodes des intérêts du plus grand nombre, tout en la renvoyant à **ses nombreux votes** contre les intérêts des salariés au Parlement européen. Le tout en reconnaissant que la mondialisation ne fait pas que des gagnants et qu'il est urgent de la réguler pour stopper les dégâts sociaux et écologiques qu'elle génère.

Ce qui suppose, il est vrai, du moins pour ce troisième point, un peu de souplesse et de capacité d'adaptation.



Or, que fait Emmanuel Macron ? Intransigent, préférant sans doute être pris dans le piège de Le Pen que de se déjuger, il affirme, toujours sur France2, qu'il

"ne va pas changer un projet qui est le sien", les 24% obtenus au premier tour justifiant de "ne pas l'amender".

Comme si le *Brexit*, l'élection de Trump, les résultats de ce premier tour – ainsi que le conflit *Whirlpool* – n'exigeaient pas de répondre avec précision aux difficultés et besoins des perdants de la mondialisation.

Par son histoire et ses votes, y compris les plus récents, le *FN* a toujours démontré qu'il se souciait peu du sort des petites gens. A l'heure où l'on s'interroge sur la banalisation du vote Le Pen, Emmanuel Macron, qui préfère discourir sur la fiscalité des entreprises et les *startups*, inquiète car il ne semble pas armé pour répondre à cet immense défi. Ce n'est pas l'épisode *Whirlpool* de ce mercredi qui viendra démentir ce point.

Emmanuel Macron et ses conseillers ont pourtant encore les cartes en main. Nul ne sait jusqu'à quand, alors que les courbes des sondages tendent déjà à se rapprocher.

Histoire d'éviter d'énormes désillusions au soir du 7 mai, il serait temps qu'ils se rendent compte qu'Emmanuel Macron n'est désormais plus le candidat d'*En Marche*. Il est le seul outil disponible pour que les néo-fascistes n'accèdent pas aux plus hautes instances de l'Etat français.

Qu'il contribue (sciemment ?, telle est la question) à faire grimper l'abstention, et donc à instrumentaliser la présence de Le Pen au second tour, est irresponsable. En légitimant la présence de Marine Le Pen au second tour, en lui concédant une *"part d'humanité"* et acceptant de la voir comme porteur d'un projet alternatif au sien, Emmanuel Macron entend substituer définitivement au clivage droite-gauche le clivage entre lui et le *FN*, enterrant la droite et la gauche d'un même pas.



Provoquer les électeurs de gauche, le diviser autant que possible et ne surtout rien leur concéder fait partie de la stratégie : Emmanuel Macron et son équipe n'ont jamais voulu un score à la Chirac comme en 2002. Emmanuel Macron le dit dans [cette vidéo](#) : il y a deux projets qui se font face et ils souhaitent que les électeurs adhèrent à l'un des deux.

Rappeler Macron et son équipe à la responsabilité historique qui est la leur n'est donc pas juste une posture d'électeur de gauche déçu des résultats du premier tour. Elle est l'exigence minimale que devrait avoir chaque démocrate de ce pays : le bulletin Macron est l'instrument disponible pour écarter Marine Le Pen. Rien de moins. Mais rien de plus. Nous ferons ce qu'il faut pour qu'il en soit ainsi. Dans le même temps Macron et son équipe doivent substituer à leur arrogance et leur intransigence, de la modestie et de l'humilité : notre avenir, et celui du pays, ne leur appartient pas.

Qu'ils cessent donc de jouer avec.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.